



Berne-Wabern, 30.09.2018

Focus Côte d'Ivoire

Situation sécuritaire (mise à jour)

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Den vorliegenden Bericht hat die Länderanalyse des Staatssekretariats für Migration SEM gemäss den gemeinsamen [EU-Leitlinien](#) für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer erstellt. Er wurde auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen zusammengestellt. Alle zur Verfügung stehenden Informationen wurden mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Dokument keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

Ce rapport a été rédigé par l'Analyse sur les pays du Secrétariat d'Etat aux migrations SEM dans le respect des [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine. Ce document a été élaboré sur la base de sources d'informations soigneusement sélectionnées. Toutes les informations fournies ont été recherchées, évaluées et traitées avec la plus grande vigilance. Toutes les sources utilisées sont référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Si un événement, une personne ou une organisation déterminé(e) n'est pas mentionné(e) dans le rapport, cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. A noter que ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of State Secretariat for Migration SEM, is in line with the [Common EU-Guidelines](#) for processing Country of Origin Information. The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law.

Fragen/Kommentare, questions/commentaires, questions/comments:

coi@sem.admin.ch

Table des matières

Synthèse	4
Main findings	4
1. Sources	5
2. Situation sécuritaire générale	5
2.1. Problèmes liés aux forces de sécurité	6
2.1.1. Mutineries et contestations	7
2.1.2. Attaques de postes des forces de sécurité	9
2.1.3. Prolifération d'armes.....	10
2.2. Terrorisme	11
3. Situation sécuritaire dans l'ouest	12
3.1. Conflits fonciers	13
3.1.1. Les causes des conflits fonciers	13
3.1.2. Situation spécifique à l'ouest	15
3.1.3. Mesures en vue d'endiguer les conflits fonciers.....	16
4. Conclusion et perspectives	17
Annexe 1 : Districts administratifs de la Côte d'Ivoire	18
Annexe 2 : Carte des forêts classées de l'ouest de la Côte d'Ivoire	19

Sujet

Dans le présent document, les questions suivantes seront traitées :

- Comment la situation sécuritaire a-t-elle évolué depuis fin 2015 ?
- Quelle est la situation en matière de sécurité dans l'ouest du pays ?

Synthèse

Si, dans l'ensemble, la situation sécuritaire s'est améliorée au cours des dernières années, certains problèmes demeurent. Outre la criminalité (attaques à main armée par des enfants en conflit avec la loi appelés « microbes » à Abidjan, coupeurs de route aux alentours de Bouaké, rackets par des membres des forces de sécurité, etc.), les principaux défis sécuritaires actuels sont liés à la composition des forces de sécurité et de défense, qui comprennent des groupes fortement politisés et des ex-combattants restés fidèles à leurs anciens chefs de guerre. Ces derniers (les Comzones) occupent encore des postes importants au sein des forces de sécurité. Les mutineries ont démontré et divers conflits entre éléments des forces de sécurité ont mis en lumière des problèmes de cohésion et de discipline dans les rangs. Une réforme a été lancée par le gouvernement, qui doit toutefois avancer prudemment.

A l'ouest, les conflits fonciers récurrents constituent un problème sécuritaire extrêmement complexe. Là aussi, les autorités tentent d'arranger la situation au moyen d'un paquet de mesures visant notamment à mettre en place un type de cadastre des limites villageoises et à inciter les particuliers à se doter d'un titre foncier.

Au vu ces situations volatiles, la prolifération d'armes, notamment dans les régions anciennement sous contrôle rebelle (ouest, nord, Bouaké), représente un facteur aggravant.

A l'approche de la présidentielle de 2020, de nouvelles tensions, voir même des conflits, pourraient se déclencher. Dans ce contexte, le comportement des différents candidats qui pourraient miser sur des lignes de fractures préexistantes (questions identitaires) jouera un rôle prépondérant.

Main findings

Although the security situation has generally improved in the last few years, a number of problems remain. Besides crime (armed robbery in Abidjan by 'microbes', i.e. children in conflict with the law, highway bandits around Bouaké, extortion by members of the security forces, etc.), the main security challenges at present are linked to the composition of the security and defence forces, which include highly politicised groups and former fighters who remain loyal to their former warlords. The latter (so-called comzones) still occupy important positions within the security forces. Mutinies have shown, and various conflicts between elements of the security forces have highlighted problems of cohesion and discipline within the ranks. The government has launched a reform, but it must proceed with caution.

In the west, recurring land disputes pose an extremely complex security problem. Here too, the authorities are attempting to resolve the situation with a series of measures aimed, in particular, at establishing a type of land register of village boundaries and encouraging individuals to acquire a land title.

In view of this volatile situation, the proliferation of weapons, especially in the regions previously under the control of the rebels (west, north, Bouaké), constitutes an aggravating factor.

The approaching presidential election in 2020 could trigger new tensions or conflict: the role of certain candidates who may exploit pre-existing dividing lines (e.g. questions surrounding identity) will be a key factor.

1. Sources

Une multitude de documents et textes de sources les plus diverses a été compilée pour la rédaction de ce rapport : rapports des Nations Unies et d'autres organisations spécialisées dans le domaine sécuritaire, textes académiques, documents politiques, communiqué de presse des autorités, articles de presse en ligne, etc. Un expert ivoirien a également été contacté par téléphone.

Nous avons ainsi tenté d'obtenir une image aussi équilibrée que possible de la situation sécuritaire, parfois complexe, qui prévaut en Côte d'Ivoire. Il convient de souligner que selon les chapitres, certains types de sources sont surreprésentés, tandis que d'autres sont plutôt rares. Ainsi, le thème des mutineries a été principalement traité par la presse, alors que celui des conflits fonciers a suscité l'intérêt du monde académique.

Il convient de préciser que, bien que la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire se soit améliorée au cours des dernières années, les sources consultées se concentrent généralement sur les problèmes qui persistent.

2. Situation sécuritaire générale

Dans notre dernier rapport sur la situation sécuritaire (décembre 2015),¹ nous relevions déjà que la situation sécuritaire s'était nettement améliorée au cours des années précédentes permettant ainsi à de nombreux réfugiés et déplacés internes de rentrer chez eux. La situation dans l'ouest du pays demeurerait toutefois source de préoccupations en raison d'attaques sporadiques de groupes armés en provenance du Libéria et d'un grand nombre de litiges fonciers y nourrissant les tensions intercommunautaires.

Dans l'ensemble, la situation a continué à s'améliorer, comme en témoigne le départ de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), dont le mandat a pris fin le 30 juin 2017.² Dans son rapport final de janvier 2017 sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, le Secrétaire général du Conseil de sécurité estimait que la situation sécuritaire était restée globalement stable au cours de l'année 2016.³

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a également fermé plusieurs bureaux au cours des dernières années.⁴ Lors de la cérémonie de clôture du bureau de Guiglo (ouest) en avril 2018, la représentante du CICR a expliqué que ce départ découlait de la stabilité retrouvée dans la région.⁵ Le CICR maintient un bureau régional à Abidjan, mais compte concentrer ses activités sur le Sahel.⁶

En juillet 2017, le Danish Refugee Council (DRC) avait également clôt ses activités dans l'ouest de la Côte d'Ivoire où il avait été actif près de onze ans dans le domaine de la protection ainsi que dans celui du soutien aux rapatriés ivoiriens de retour du Libéria.⁷

Des problèmes sécuritaires subsistent. Outre la criminalité (attaques à main armée par des enfants en conflit avec la loi appelés « microbes » à Abidjan, coupeurs de route aux alentours

¹ Analyses SEM, Berne. Focus Côte d'Ivoire, Situation sécuritaire, 17.12.2015. <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslaender/afrika/civ/CIV-sicherheitslage-f.pdf> (18.06.2018).

² ONUCI, Abidjan. Clôture définitive de l'ONUCI, 26.06.2017. <https://onuci.unmissions.org/la-cl%C3%B4ture-d%C3%A9finitive-de-l%E2%80%99onuci> (17.05.2018).

³ Conseil de Sécurité des Nations Unies, New York. Rapport final du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, 31.01.2017. <http://undocs.org/fr/S/2017/89> (24.09.2018).

⁴ Le Point sur, Abidjan. Côte d'Ivoire : le CICR ferme son bureau de la région du Cavally#Guiglo, 18.04.2017. <http://lepointsur.com/cote-divoire-le-cicr-ferme-son-bureau-de-la-region-du-cavally-guiglo/> (23.04.2018) / ICRC, Geneva. Annual Report 2013, non daté (2014), p. 217. <https://www.icrc.org/eng/assets/files/annual-report/icrc-annual-report-2013.pdf> (23.04.2018) / ICRC, Geneva. Annual Report 2014, non daté (2015), p.220. <https://app.icrc.org/files/2014-annual-report/> (23.04.2018).

⁵ Le Point sur, Abidjan. Côte d'Ivoire : le CICR ferme son bureau de la région du Cavally#Guiglo, 18.04.2017. <http://lepointsur.com/cote-divoire-le-cicr-ferme-son-bureau-de-la-region-du-cavally-guiglo/> (23.04.2018).

⁶ Le Point sur, Abidjan. Côte d'Ivoire : le CICR ferme son bureau de la région du Cavally#Guiglo, 18.04.2017. <http://lepointsur.com/cote-divoire-le-cicr-ferme-son-bureau-de-la-region-du-cavally-guiglo/> (23.04.2018) / CICR, Genève. Côte d'Ivoire, non daté. <https://www.icrc.org/fr/ou-nous-intervenons/afrika/cote-divoire> (23.04.2018).

⁷ DRC, Copenhagen. DRC exits from Côte d'Ivoire after 11 years, 31.07.2017. <https://drc.ngo/news/drc-exits-from-cote-d-ivoire-after-11-years-in-country> (03.05.2018).

de Bouaké, rackets par des membres des forces de sécurité, etc.)⁸, les principaux défis sécuritaires actuels sont liés à la composition des forces de sécurité et de défense (mutineries, conflits internes ou entre différents corps). Dans l'ouest, les conflits fonciers donnent régulièrement lieu à des violences.

2.1. Problèmes liés aux forces de sécurité

L'armée en Côte d'Ivoire est hétérogène et politisée. En effet, chaque président y a fait intégrer des groupes lui étant à priori favorables.⁹ Au lendemain de la crise postélectorale de 2010-2011, les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) sont nées de l'amalgame des anciennes forces rebelles du nord du pays (Forces armées des Forces nouvelles ; FAFN), qui ont soutenu l'actuel président ivoirien Alassane Ouattara pendant la crise postélectorale, et de l'armée républicaine du régime de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo (Forces de défense et de sécurité ; FDS), auxquelles sont venus s'ajouter des ex-combattants intégrés dans l'armée après la crise.¹⁰

Parmi les ex-combattants intégrés dans l'armée, les anciens commandants de zone des FAFN, appelés « Comzones »¹¹, détiennent actuellement des postes importants au sein du système de sécurité ivoirien. Ils conserveraient également un certain contrôle sur les combattants qu'ils dirigeaient auparavant.¹² Les récentes mutineries ont d'ailleurs démontré le rôle central des anciens Comzones au sein de l'armée, puisque trois d'entre eux ont fait partie de la délégation chargée des négociations avec les mutins.¹³

De l'avis général, les effectifs des forces de sécurité sont pléthoriques. Fin 2017, on estimait que près de 90 % du budget de l'armée, composée pour plus de la moitié d'officiers et de sous-officiers, était consacré au paiement des salaires. Dans le cadre de la loi de programmation militaire de 2016, un plan de départ volontaire a été mis en place dans le but de ramener les effectifs de l'armée de 23 000 fin 2016 à moins de 19 000 en 2020.¹⁴ Outre une réduction des dépenses, le « dégraissage » de l'armée doit permettre de rajeunir et de professionnaliser les effectifs, ainsi que réorganiser la chaîne de commande.¹⁵

La réforme du secteur de la sécurité pourrait toutefois être source de tensions dans l'armée,

⁸ Afrique sur 7, Rennes. Abidjan: Face à l'insécurité, la police ivoirienne trouve une solution, 21.07.2018. <http://abidjantv.net/art-et-culture/abidjan-face-a-linsecurite-la-police-ivoirienne-trouve-une-solution/> (25.09.2018).

⁹ Aline Lebœuf, Paris. Qu'est-ce qu'une bonne réforme du secteur de sécurité ?, décembre 2017. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/leboeuf_reforme_secteur_securite_2017.pdf, p.19 (24.09.2018) / Anadolu Agency, Tunisie/Turquie. Côte d'Ivoire: De quoi souffre l'armée ivoirienne ? 19.01.2018. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cote-d-ivoire-de-quoi-souffre-l-armee-ivoirienne-/1035513#> (25.09.2018).

¹⁰ Moussa Fofana. Des Forces nouvelles aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire, juin 2011. <http://politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/122161.pdf> (24.09.2018).

¹¹ Pour de plus amples explications sur les Comzones, voir le chapitre 3.4.1 du précédent Focus Côte d'Ivoire sur la situation sécuritaire (K 1004047).

¹² Jeune Afrique, Paris. Anciens comzones en Côte d'Ivoire : rebelles un jour..., 23.07.2018. <https://www.jeuneafrique.com/mag/603325/politique/cote-divoire-rebelles-un-comzones-issiaka-ouattara-wattaol/> (27.09.2018) / Anadolu Agency, Tunisie/Turquie. Côte d'Ivoire: De quoi souffre l'armée ivoirienne ? 19.01.2018. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cote-d-ivoire-de-quoi-souffre-l-armee-ivoirienne-/1035513#> (25.09.2018) / Aline Le Bœuf, Paris. La réforme du secteur de sécurité à l'ivoirienne, mars 2016, p. 34. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/etude_progafsub_leboeuf_ok.pdf (27.09.2018).

¹³ Assemblée nationale française, Paris. Rapport d'information sur la Côte d'Ivoire, février 2017, p.116. https://www.lopinion.fr/sites/nb.com/files/2017/02/rapport_cote_divoire.pdf (30.09.2018).

¹⁴ Jeune Afrique, Paris. Côte d'Ivoire : un plan pour sécuriser les départs volontaires de militaires, 23.02.2018. <https://www.jeuneafrique.com/mag/532377/politique/cote-divoire-un-plan-pour-securiser-les-departs-volontaires-de-militaires/> (24.09.2018) / Jeune Afrique, Paris. Côte d'Ivoire : comprendre les récentes tensions militaires à Bouaké, 12.01.2018. <https://www.jeuneafrique.com/509314/politique/cote-divoire-comprendre-les-recentes-tensions-militaires-a-bouake/> (24.09.2018) ; Le Patriote, Abidjan. Cote d'Ivoire: Loi de programmation militaire - Les enjeux et les objectifs d'une réforme, 27.01.2017. <https://fr.allafrica.com/stories/201701270296.html> (30.09.2018).

¹⁵ RFI, Paris. La Côte d'Ivoire a commencé le dégraissage de son armée, 11.12.2017. <http://www.rfi.fr/afrique/20171211-cote-ivoire-commence-degraissage-armee-depart-militaires> (25.09.2018) / APA, Dakar. Côte d'Ivoire : remise officielle de chèques aux soldats retenus pour le départ volontaire des forces armées, 04.05.2018. <http://mobile.apanews.net/index.php/news/cote-divoire-remise-officielle-de-cheques-aux-soldats-retenus-pour-le-depart-volontaire-des-forces-armees> (30.09.2018).

et donc s'avérer périlleuse.¹⁶ En 2015, le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire déplorait le manque de cohésion dans les rangs de l'armée.¹⁷ Les divisions subsistent, comme l'ont également confirmé les mutineries des derniers mois.¹⁸ En janvier 2018, des tirs échangés entre des éléments du Centre de coordination des opérations décisionnelles (CCDO ; force mixte composée de militaires, policiers et gendarmes) et des militaires à Bouaké ont causé de vives tensions au sein de l'armée.¹⁹

2.1.1. Mutineries et contestations

En 2017, plusieurs corps des forces de sécurité ivoiriennes ont connu des mutineries, dont certaines se sont étendues à plusieurs villes. Par ailleurs, des ex-rebelles ont manifesté pour réclamer des compensations suite à leur démobilisation.

Janvier 2017 : dans la nuit du 5 au 6 janvier, des soldats démobilisés et d'anciens rebelles intégrés dans l'armée réclamant le paiement de primes, ont attaqué plusieurs positions de la police à Bouaké et bloqué les artères principales. Dès le lendemain, la fronde a touché plusieurs autres villes, dont Abidjan, Korhogo, Daloa et Man. Les mutins ont négocié avec le Ministre de la Défense, qui a accepté de verser les primes revendiquées à près de 8500 soldats.²⁰

Quelques jours plus tard, les gendarmes et les gardes pénitentiaires, exclus de l'accord précité, revendiquaient également des primes à Abidjan, Bouaké, Yamoussoukro, Odienné et Bouaflé.²¹

Février 2017 : les membres des forces spéciales de plusieurs localités (Adiaké, Olodio, Tengrela, etc.) manifestent leur mécontentement en tirant en l'air. Ils réclament également des primes et de meilleures conditions de vie.²²

Mai 2017 : début mai, à Bouaké, ce sont les démobilisés, soit des ex-rebelles qui n'ont pas été intégrés dans l'armée, qui réclament une prime. Les forces de sécurité interviennent rapidement et en force pour disperser les contestataires. Bilan : quatre morts et plusieurs blessés.²³

¹⁶ Jeune Afrique, Paris. Côte d'Ivoire : comprendre les récentes tensions militaires à Bouaké, 12.01.2018.

<https://www.jeuneafrique.com/509314/politique/cote-divoire-comprendre-les-recentes-tensions-militaires-a-bouake/> (24.09.2018).

¹⁷ United Nations Security Council, New York. Final report of the Group of experts on Côte d'Ivoire pursuant to paragraph 27 of Security Council resolution 2153 (2014), 13.04.2015. https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2015_252.pdf, p.15 (23.09.2018).

¹⁸ Le Monde, Paris. Côte d'Ivoire : « Il est clair que notre armée n'est pas réunifiée », 13.04.2018.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/13/cote-d-ivoire-il-est-clair-que-notre-armee-n-est-pas-reunifiee_5110723_3212.html (24.09.2018).

¹⁹ Jeune Afrique, Paris. Côte d'Ivoire : comprendre les récentes tensions militaires à Bouaké, 12.01.2018.

<https://www.jeuneafrique.com/509314/politique/cote-divoire-comprendre-les-recentes-tensions-militaires-a-bouake/> (24.09.2018) / Deutsche Welle, Bonn. Côte d'Ivoire, vers une réforme de l'armée ?, 15.01.2018.

<https://www.dw.com/fr/côte-divoire-vers-une-réforme-de-larmée/a-42157668> (25.09.2018).

²⁰ Aline Leboeuf, Paris. Les mutineries de janvier 2017 en Côte d'Ivoire: scénarios & options, 08.02.2017.

<http://ultimatio-blog.org/archives/8294> (18.05.2018) / La Tribune Afrique, Casablanca. Côte d'Ivoire : le gouvernement trouve un accord avec les militaires mutins, 14.01.2017. <https://afrique.latribune.fr/politique/2017-01-14/cote-d-ivoire-le-gouvernement-trouve-un-accord-avec-les-militaires-mutins.html> (07.09.2018) / GRIP, Bruxelles. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélier et en Afrique de l'ouest – janvier à mars 2017, 11.04.2017. <https://www.grip.org/fr/node/2316> (10.09.2018).

²¹ Le Monde / AFP / Reuters, Paris. En Côte d'Ivoire, la grogne des militaires s'étend à d'autres corps de sécurité, 18.01.2017. En Côte d'Ivoire, la grogne des militaires s'étend à d'autres corps de sécurité, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/18/en-cote-d-ivoire-la-grogne-des-militaires-s-etend-a-d-autres-corps-de-securite_5064950_3212.html (10.09.2018) / RFI, Paris. Mutineries en Côte d'Ivoire: le gouvernement annonce un plan d'urgence, 18.01.2017. <http://www.rfi.fr/afrique/20170118-cote-ivoire-mutineries-abidjan-port-bouake-plan-urgence-annonce> (10.09.2018).

²² Le Monde, Paris. Côte d'Ivoire : tirs en l'air de forces spéciales à Adiaké, à l'est d'Abidjan, 07.02.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/!ma/article/2017/02/07/cote-d-ivoire-tirs-en-l-air-de-forces-speciales-a-adiake-a-l-est-d-abidjan_5076104_3212.html (10.09.2018) / VOA Afrique, Washington DC. Côte d'Ivoire : retour au calme à Adiaké mais la ville reste sous tension, 07.02.2017. <https://www.voafrique.com/a/nouvelle-mutinerie-dans-une-ville-cotiere-ivoirienne/3709378.html> (30.09.2018).

²³ Connection Ivoirienne, Abidjan. Côte-d'Ivoire Bouaké: Le porte-parole des démobilisés arrêté, la traque se poursuit, 27.05.2017. <https://www.connectionivoirienne.net/126762/cote-divoire-bouake-le-porte-parole-des-demobilises-arrete-la-traque-se-poursuit> (23.09.2018).

Alors que les soldats mutins n'ont reçu que la première tranche des primes promises par l'Etat en janvier 2017, un représentant des militaires annonce à la télévision qu'ils renoncent à leurs revendications financières. Cette déclaration met le feu aux poudres. Une nouvelle mutinerie débute à Bouaké dans la nuit du 11 au 12 mai 2017. Le mouvement s'étend rapidement à Abidjan, San Pedro, Bondoukou, Korhogo, Man et Akouédo.²⁴ Au bout de quelques jours, les autorités ivoiriennes acceptent de payer les sommes promises et le calme revient.²⁵

Fin mai 2017, plus de 6000 ex-rebelles démobilisés manifestent et bloquent un axe routier au sud de Bouaké. Un affrontement entre forces de sécurité et démobilisés fait plusieurs morts du côté des manifestants.²⁶ Finalement, un accord entre les ex-rebelles et le gouvernement est trouvé. Les termes de cet accord demeurent secrets.²⁷

Juin 2017 : le gouvernement ivoirien déclare qu'il avait déjà versé dix millions de CFA aux soldats mutins et annonce que la dernière tranche de deux millions serait versée avant la fin du mois.²⁸

Juillet 2017 : le 9 juillet, quelques démobilisés bloquent à nouveau les accès à Bouaké pour réclamer une prime de fin de guerre. Ils sont rapidement dispersés par la police.²⁹

Dans la nuit du 14 au 15 juillet 2017, on entend des tirs dans deux camps militaires, à Abidjan (commune d'Abobo) et Korhogo. Selon l'état-major des armées, les forces de défense et de sécurité sont intervenues rapidement. Bilan : trois morts et trois blessés, six interpellations et radiation de trois caporal. Les tirs seraient le fait de soldats mécontents.³⁰

Août 2017 : le Conseil des ministres prend une ordonnance qui permet de limoger plus facilement des soldats.³¹

Le Conseil national de sécurité adopte « l'opération ceinture » en réponse aux attaques et mutineries des mois précédents. L'objectif est de sécuriser les localités de Bouaké, Korhogo, Fresco, Adzopé, etc.³²

Octobre 2017 : plusieurs centaines d'anciens rebelles démobilisés revendiquent des primes de guerre à Man, une vingtaine d'autres font de même à Bouaké.³³

²⁴ GRIP, Bruxelles. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'ouest, avril à juin 2017, 11.07.2017. https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2017/NA_2017-07-11_FR_M-ETIENNE.pdf (23.09.2018) / Le Monde, Paris. Côte d'Ivoire : comment les mutins ont fait plier le gouvernement, 26.05.2017. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/05/26/cote-d-ivoire-comment-les-mutins-ont-fait-plier-le-gouvernement_5134181_3212.html (10.09.2018).

²⁵ Le Figaro, Paris. En Côte d'Ivoire, le lourd bilan politique des mutineries, 29.05.2017. www.lefigaro.fr/international/2017/05/29/01003-20170529ARTFIG00180-en-cote-d-ivoire-le-lourd-bilan-politique-des-mutineries.php (10.09.2018).

²⁶ Le Monde, Paris. Côte d'Ivoire : les « démobilisés » en colère comptent leurs morts à Bouaké, 23.05.2017. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/05/23/cote-d-ivoire-trois-morts-a-bouake-lors-d-affrontements-entre-des-demobilises-et-la-police_5132552_3212.html (10.09.2018) / RFI, Paris. Côte d'Ivoire: les démobilisés de Bouaké à la croisée des chemins, 25.05.2017. www.rfi.fr/afrique/20170525-cote-ivoire-demobilises-bouake-croisee-chemins (10.09.2018).

²⁷ GRIP, Bruxelles. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'ouest, avril à juin 2017, 11.07.2017. https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2017/NA_2017-07-11_FR_M-ETIENNE.pdf (23.09.2018).

²⁸ APA, Dakar. Côte d'Ivoire : le reliquat de 2 millions FCFA sera payé fin juin aux mutins (PM Gon Coulibaly), 15.06.2017. <http://news.abidjan.net/h/616959.html> (23.09.2018).

²⁹ Burkina 24, Ouagadougou. Côte d'Ivoire : « Des démobilisés » de Bouaké ont bloqué une nouvelle fois la circulation, 10.07.2017. <https://burkina24.com/2017/07/10/cote-divoire-des-demobilises-de-bouake-ont-bloque-une-nouvelle-fois-la-circulation/> (23.09.2018).

³⁰ AFP, Paris. Côte d'Ivoire : trois soldats radiés après des tirs dans un camp militaire (armée), 17.07.2017. <http://fr.africanews.com/2017/07/17/cote-d-ivoire-trois-soldats-radies-apres-des-tirs-dans-un-camp-militaire-armee/> (23.09.2018).

³¹ RFI, Paris. Côte d'Ivoire: une ordonnance pour mettre fin aux mutineries, 10.08.2017. <http://www.rfi.fr/afrique/20170810-cote-ivoire-une-ordonnance-mettre-fin-mutineries> (24.09.2018).

³² Gouvernement de Côte d'Ivoire, Abidjan. Sécurité : L'« opération ceinture » en réponse aux attaques et mutineries, 29.08.2017. <http://www.gouv.ci/actualite-article.php?d=3&recordID=7960> (24.09.2018).

³³ Jeune Afrique / AFP, Paris. Côte d'Ivoire : nouvelles manifestations d'anciens rebelles démobilisés à Man et Bouaké, 02.10.2017. <https://www.jeuneafrique.com/479799/politique/cote-divoire-nouvelles-manifestations-d-anciens-rebelles-demobilises-a-man-et-bouake/> (23.09.2018) / AFP, Paris. Côte d'Ivoire: mouvements d'hommeur d'anciens rebelles dans deux villes 02.10.2017. <https://news.abidjan.net/h/623381.html> (23.09.2018).

Janvier 2018 : l'armée présente ses excuses pour les mutineries de 2017 et annonce la radiation de 230 soldats et gendarmes impliqués.³⁴

Mai 2018 : l'armée renforce sa vigilance après un appel à manifester lancé par des ex-rebelles membres des forces de défense sécurité. Il s'agirait d'un groupe de 600 hommes qui auraient été déployés aux côtés de l'ONUCI pendant la crise ivoirienne et affirment n'avoir reçu ni salaire, ni prime pour leur mission de sécurisation de sortie de crise. La manifestation n'a pas lieu.³⁵

Septembre 2018 : les 600 gendarmes et policiers mentionnés plus haut réclament toujours leurs primes. Ils ont été rejoints par près de 300 soldats qui n'ont pas reçu les primes promises en janvier. Ils privilégient le dialogue et n'ont pas annoncé de manifestation.³⁶

2.1.2. Attaques de postes des forces de sécurité

A partir de juillet 2017, des attaques d'institutions militaires sont régulièrement signalées. Elles s'accompagnent généralement de vol d'armement.

Le 19 juillet 2017, des assaillants s'en prennent aux écoles de police de Cocody et Yopougon (Abidjan) et réquisitionnent des véhicules. Une fusillade avec les forces de sécurité fait un mort. Plusieurs soldats sont radiés en raison de leur implication dans ces attaques. Des documents saisis chez l'un des assaillants laissent entrevoir un projet de coup d'Etat.³⁷ Quelques jours plus tard, la brigade de police d'Azaguié est attaquée et des armes sont subtilisées.³⁸

Deux autres attaques du même type, ne faisant aucune victime, ont lieu à Adzopé début août et à Songon début septembre.³⁹ Fin août 2017, le gouvernement annonce l'adoption de l'« opération ceinture » soit une stratégie de sécurisation de certaines localités touchées par des « turbulences sécuritaires », dont Bouaké, Korhogo, Fresco et Adzopé.⁴⁰

Par ailleurs, les autorités ivoiriennes accusent des pro-Gbagbo en exil d'être les instigateurs de ces attaques. Le président ivoirien annonce des mandats d'arrêts, ajoutant que les preuves seront transmises aux pays d'accueil des « déstabilisateurs ». Ces derniers démentent, estimant les accusations « farfelues ».⁴¹

Fin septembre 2017, un commissariat d'Abobo (Abidjan) est attaqué et des armes volées.⁴² Fin 2017 et début 2018, plusieurs attaques visent les forces de sécurité dans l'ouest du pays, près du Libéria. Plusieurs éléments des forces de sécurité sont tués, il semble que des armes

³⁴ La Tribune Afrique, Casablanca. Côte d'Ivoire : 230 soldats radiés, le prix des mutineries de 2017, 05.01.2018. <https://afrique.latribune.fr/politique/2018-01-05/cote-d-ivoire-230-soldats-radies-le-prix-des-mutineries-de-2017-763566.html> (07.09.2018).

³⁵ RFI, Paris. Côte d'Ivoire: les forces de sécurité en alerte par « mesure de précaution », 05.05.2018. <http://www.rfi.fr/afrique/20180505-cote-ivoire-forces-securite-alerte-mesure-precaution> (23.09.2018).

³⁶ Ivoire Matin, Abidjan. Côte d'Ivoire / Le feu couve : Près de 1000 policiers, gendarmes et militaires menacent, 17.09.2018. http://www.ivoirematin.com/news/Societe/cote-d-ivoire-le-feu-couve-pres-de_46574.html (23.09.2018).

³⁷ Jeune Afrique, Paris. Côte d'Ivoire : ce que tramaient les assaillants de l'École de police d'Abidjan, 05.09.2017. <https://www.jeuneafrique.com/mag/471238/politique/cote-divoire-ce-que-tramaient-les-assaillants-de-lecole-de-police-dabidjan/> (23.09.2018).

³⁸ Le Monde/AFP, Paris. Côte d'Ivoire : un commissariat d'Abidjan attaqué par des hommes à moto, 27.09.2017. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/27/cote-d-ivoire-un-commissariat-d-abidjan-attaque-par-des-hommes-a-moto_5192109_3212.html (23.09.2018).

³⁹ Le Monde/AFP, Paris. Côte d'Ivoire : un commissariat d'Abidjan attaqué par des hommes à moto, 27.09.2017. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/27/cote-d-ivoire-un-commissariat-d-abidjan-attaque-par-des-hommes-a-moto_5192109_3212.html (23.09.2018).

⁴⁰ Gouvernement de Côte d'Ivoire, Abidjan. Sécurité : L'« opération ceinture » en réponse aux attaques et mutineries, 29.08.2017. <http://www.gouv.ci/actualite-article.php?d=3&recordID=7960> (24.09.2018).

⁴¹ Atooi.ci, Aïdjan. Des inconnus attaquent un commissariat à Abobo et emportent des armes, 26.09.2017. <http://www.atooi.ci/2017/09/26/inconnus-attaquent-commissariat-a-abobo-emportent-armes/> (29.09.2018) / Le Monde/AFP, Paris. Côte d'Ivoire : un commissariat d'Abidjan attaqué par des hommes à moto, 27.09.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/27/cote-d-ivoire-un-commissariat-d-abidjan-attaque-par-des-hommes-a-moto_5192109_3212.html (23.09.2018) / AFP, Paris. Côte d'Ivoire: les proches de Gbagbo réfutent les accusations de complot, 08.09.2017. <http://news.abidjan.net/h/621921.html> (23.09.2017).

⁴² Le Monde/AFP, Paris. Côte d'Ivoire : un commissariat d'Abidjan attaqué par des hommes à moto, 27.09.2017. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/27/cote-d-ivoire-un-commissariat-d-abidjan-attaque-par-des-hommes-a-moto_5192109_3212.html (23.09.2018).

aient été emportées.⁴³ En avril 2018, des assaillants munis d'armes dérobées à l'armée attaquent un *checkpoint* dans l'ouest du pays.⁴⁴ Quelques jours plus tard, un commissariat de police est attaqué à Abidjan, où des détenus sont libérés et des munitions volées.⁴⁵

2.1.3. Prolifération d'armes

En avril 2016, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé de lever toutes les sanctions qui visaient la Côte d'Ivoire depuis 2004.⁴⁶ Ces sanctions comprenaient notamment l'embargo sur les armes létales, lequel ne s'appliquait pas aux armes fournies aux forces de sécurité en vue de réformer l'appareil sécuritaire, à l'exception de certaines catégories d'armes soumises à approbation (p.ex. missiles).⁴⁷

Dans son rapport d'avril 2015, le groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire avait signalé que de nombreuses armes et munition circulaient en Côte d'Ivoire, expliquant que cette situation était notamment le résultat de près de dix ans de crise au cours de laquelle des armes avaient été largement distribuées sans aucune forme de contrôle aux civils enrôlés comme forces suppléatives. Le Groupe d'experts annonçait également avoir découvert des armes lourdes introduites en Côte d'Ivoire en violation de l'embargo en vigueur à l'époque lors d'une visite du quatrième bataillon d'infanterie de Korhogo.⁴⁸

En 2016, dans son dernier rapport, le Groupe d'experts déclarait qu'un grand nombre d'armes et de munitions demeurait introuvable. Il signalait également de nouvelles violations de l'embargo sur les armes, tout en précisant qu'il n'avait pas reçu l'accès aux sites militaires prévu et avait donc dû renoncer à un certain nombre d'inspections.⁴⁹

En mai 2017, pendant les mutineries, une cache contenant plusieurs tonnes d'armes a été découverte à Bouaké, au domicile de Souleymane Kamaraté Koné, alias Soul-to-Soul, directeur de protocole du président de l'Assemblée nationale (Guillaume Soro, ancien chef rebelle) et ancien Comzone. Au cours d'un appel téléphonique intercepté par les autorités, Koné avait indiqué aux mutins l'emplacement de la cache afin qu'ils puissent faire face à l'assaut de l'armée.⁵⁰

En septembre 2017, une nouvelle cache d'armes a été découverte à Abidjan. Outre des lance-roquettes, kalachnikovs, et autres armes et munitions, elle contenait des tenues militaires, des

⁴³ GRIP, Bruxelles. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'ouest, janvier à mars 2018, 09.04.2018. https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2018/na_2018-04-09_fr_q-delabbey.pdf (23.09.2018) / Fraternité Matin, Abidjan. Axe Bangolo-Kouibly: Un assaillant tué dans l'attaque d'un poste de contrôle des Faci, 06.04.2018. <https://www.fratmat.info/index.php/nos-unes/axe-bangolo-kouibly-un-assaillant-tue-dans-l-attaque-d-un-poste-de-contrôle-des-faci-au-carrefour-baou> (24.09.2018) / Ivoire Soir, Abidjan. Attaque de Daloa : La bande à Gnana Bi démantelée, 2 militaires parmi les assaillants, 01.05.2018. <https://www.ivoiresoir.net/attaque-de-la-prefecture-de-police-de-daloa/> (25.09.2018).

⁴⁴ Fraternité Matin, Abidjan. Axe Bangolo-Kouibly: Un assaillant tué dans l'attaque d'un poste de contrôle des Faci, 06.04.2018. <https://www.fratmat.info/index.php/nos-unes/axe-bangolo-kouibly-un-assaillant-tue-dans-l-attaque-d-un-poste-de-contrôle-des-faci-au-carrefour-baou> (24.09.2018).

⁴⁵ L'infodrome, Abidjan. Abidjan : Un commissariat de Police encore attaqué, 14.04.2018. <http://www.linfordrome.com/societe-culture/38071-abidjan-un-commissariat-de-police-encore-attaque> (24.09.2018).

⁴⁶ ONU Info, New York. Côte d'Ivoire : l'ONU lève les sanctions et décide de mettre fin à sa mission dans le pays en 2017, 28.04.2016. <https://news.un.org/fr/story/2016/04/334142-cote-divoire-lonu-leve-les-sanctions-et-decide-de-mettre-fin-sa-mission-dans-le> (24.09.2018).

⁴⁷ Conseil de sécurité des Nations Unies, New York. Le Conseil de sécurité proroge les sanctions imposées à la Côte d'Ivoire jusqu'au 30 avril 2016, 28.04.2015. <https://www.un.org/press/fr/2015/cs11877.doc.htm> (24.09.2018).

⁴⁸ United Nations Security Council, New York. Final report of the Group of experts on Côte d'Ivoire pursuant to paragraph 27 of Security Council resolution 2153 (2014), 13.04.2015. https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2015_252.pdf, p.15 (23.09.2018).

⁴⁹ United Nations Security Council, New York. Final report of the Group of Experts on Côte d'Ivoire pursuant to paragraph 27 of Security Council resolution 2219 (2015), 17.03.2016. www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/254 (24.09.2018).

⁵⁰ Jeune Afrique, Paris. Armes découvertes à Bouaké, : comment « Soul to Soul » s'est trahi, 14.08.2017. <https://www.jeuneafrique.com/mag/465790/politique/armes-decouvertes-a-bouake-comment-soul-to-soul-sest-trahi/> (24.09.2018) / François Conradie / NKC African Economics, Paarl (South Africa). Ivory Coast – Arrest of Soro ally Kone is risk-negative, 13.10.2017. <https://www.cnbcfrance.com/news/west-africa/2017/10/13/ivory-coast-arrest-soro-ally-kone-risk-negative/> (24.09.2018) / Africanews, Pointe-Noire. Côte d'Ivoire - Affaire cache d'armes : le chef de protocole de Soro Guillaume coïncé, 14.08.2017. <http://fr.africanews.com/2017/08/14/cote-d-ivoire-affaire-cache-d-armes-le-chef-de-protocole-de-soro-guillaume/> (24.09.2018).

outils de communication et des cartes estampillées du nom d'un groupe armé ayant soutenu les Forces nouvelles (rebelles) au cours de la crise post-électorale.⁵¹

Les enquêteurs estiment qu'il existerait encore au moins trois caches, dans l'ouest, le nord et l'est du pays. Selon la commission nationale de lutte contre la prolifération d'armes, la quantité d'armes en circulation n'est pas connue. Cette situation est la conséquence des crises ivoiriennes et du succès mitigé du processus de démobilisation, de désarmement et de réinsertion (DDR), mais aussi de l'introduction d'armes dans le pays après les guerres du Libéria, de la Sierra Leone et la chute du président Mouammar Kadhafi en Libye.⁵² A cela s'ajoutent un petit nombre d'armes volées aux forces de sécurité (voir chapitre précédent).

2.2. Terrorisme

La Côte d'Ivoire a connu une attaque terroriste en mars 2016. Des assaillants armés de Kalachnikovs ont ouvert le feu sur la plage, devant plusieurs hôtels de la station balnéaire de Grand-Bassam, à une quarantaine de kilomètres d'Abidjan. L'attentat, qui a fait une vingtaine de morts, a été revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).⁵³

La réaction des forces de sécurité a été rapide et plusieurs assaillants ont été tués. En effet, la Côte d'Ivoire, consciente d'être une cible probable d'attentats djihadistes, s'était préparée et avait mis en place des dispositifs de sécurisation et d'anticipation.⁵⁴ Auparavant, des cellules djihadistes dormantes auraient déjà été démantelées à Bouaké et Abidjan.⁵⁵

L'enquête sur les assaillants de Grand-Bassam aurait permis de mettre à jour des ramifications internationales (Burkina Faso et Mali).⁵⁶ L'un des cerveaux de l'attaque a d'ailleurs été arrêté au Mali, d'autres suspects à Dakar (Sénégal).⁵⁷ Plusieurs suspects sont encore en cavale.⁵⁸ Il semble qu'aucun des assaillant n'était ivoirien.⁵⁹

Suite à plusieurs attentats terroristes dans la sous-région, les pays de l'Union économique et

⁵¹ Jeune Afrique, Paris. Côte d'Ivoire : des armes de guerre découvertes à Abidjan, 27.07.2017. <https://www.jeuneafrique.com/477740/politique/cote-divoire-des-armes-de-guerre-decouvertes-dans-un-gymnase-dabidjan/> (24.09.2018) / Jeune Afrique, Paris. Circulation d'armes en Côte d'Ivoire : l'artillerie en sous-sol, 18.10.2017. <https://www.jeuneafrique.com/mag/481375/politique/circulation-darmes-en-cote-divoire-lartillerie-en-sous-sol/> (24.09.2018).

⁵² Jeune Afrique, Paris. Circulation d'armes en Côte d'Ivoire : l'artillerie en sous-sol, 18.10.2017. <https://www.jeuneafrique.com/mag/481375/politique/circulation-darmes-en-cote-divoire-lartillerie-en-sous-sol/> (24.09.2018).

⁵³ RFI, Paris. Côte d'Ivoire: un an après l'attentat de Grand-Bassam, où en est l'enquête ?, 13.03.2017. <http://www.rfi.fr/afrique/20170313-cote-ivoire-an-apres-attentat-grand-bassam-est-enquete> (21.09.2018) / RFI, Paris. Attaque à Grand-Bassam: la Côte d'Ivoire, cible des jihadistes, 14.03.2016. <http://www.rfi.fr/afrique/20160313-cote-ivoire-terrorisme-grand-bassam-aqmi> (21.09.2018).

⁵⁴ L'express, Paris. Côte d'Ivoire: ce que révèle l'assaut meurtrier de Grand-Bassam, 14.03.2016. https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/cote-d-ivoire-ce-que-revele-l-assaut-meurtrier-de-grand-bassam_1773060.html (21.09.2018) / RFI, Paris. Attaque à Grand-Bassam: la Côte d'Ivoire, cible des jihadistes, 14.03.2016. <http://www.rfi.fr/afrique/20160313-cote-ivoire-terrorisme-grand-bassam-aqmi> (21.09.2018) / Setal.net. Dakar. Attaques terroristes : Dakar et Abidjan prochaines cibles, selon Paris et Washington, 20.01.2016. https://www.setal.net/Attaques-terroristes-Dakar-et-Abidjan-prochaines-cibles-selon-Paris-et-Washington_a43389.html (25.09.2018).

⁵⁵ RFI, Paris. Attaque à Grand-Bassam: la Côte d'Ivoire, cible des jihadistes, 14.03.2016. <http://www.rfi.fr/afrique/20160313-cote-ivoire-terrorisme-grand-bassam-aqmi> (21.09.2018).

⁵⁶ Jeune Afrique/AFP, Paris. Mali : un des organisateurs présumés de l'attaque de Grand-Bassam arrêté, 12.01.2017. <https://www.jeuneafrique.com/392251/politique/mali-arrestation-dun-organisateur-presumes-de-grand-bassam/> (21.09.2018).

⁵⁷ RFI, Paris. Mali: arrestations liées à l'attaque de Grand-Bassam, 12.01.2017. <http://www.rfi.fr/afrique/20170112-arrestation-mali-cerveau-presume-attaque-grand-bassam> (21.09.2018) / L'Intelligent d'Abidjan, Abidjan. 2 ans de l'attentat de Grand-Bassam - Hamed Bakayoko : « L'enquête a permis l'arrestation du principal suspect », 14.03.2018. <https://news.abidjan.net/h/633614.html> (21.09.2018) / L'infodrome, Abidjan. Attentat de Grand-Bassam: Les commanditaires arrêtés au Sénégal, 09.07.2018. <http://www.linforome.com/vie-politique/40128-attentat-de-grand-bassam-les-commanditaires-arretes-au-senegal> (21.09.2018).

⁵⁸ Eburnie Today, Abidjan. Attentats de Grand-Bassam : où en est l'enquête ?, 15.03.2018. <http://eburnieto-day.com/attentats-de-grand-bassam-ou-en-est-lenquete/> (21.09.2018)

⁵⁹ Assemblée nationale française, Paris. Rapport d'information sur la Côte d'Ivoire, février 2017, p.119. https://www.lopinion.fr/sites/nb.com/files/2017/02/rapport_cote_divoire.pdf (30.09.2017).

monétaire ouest africaine (UEOMA) ont élaboré des mesures de renforcement de la coopération contre le terrorisme.⁶⁰ Un système de coopération policière entre pays de la CEDEAO a été annoncé. Il comprend un système d'information policière visant notamment à lutter contre les groupes terroristes actifs dans la région.⁶¹

En janvier 2018, le ministre de la Défense a annoncé conjointement avec l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire la création d'une Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme près d'Abidjan.⁶² Outre la France, des partenariats ont été signés avec les Etats-Unis et le Canada en vue de renforcer les capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité ivoiriennes.⁶³

Des risques de nouvelles attaques terroristes en Côte d'Ivoire subsistent.⁶⁴ Pour l'heure, les autorités ivoiriennes estiment que les menaces proviennent essentiellement de l'extérieur du pays. L'éventuelle existence d'une menace interne de radicalisation demeure difficile à évaluer, car le poids de l'Islam wahhabite dans le pays ne semble pas avoir été étudié.⁶⁵

3. Situation sécuritaire dans l'ouest

Après avoir clôt son bureau de Man en 2014, le CICR a également fermé celui de Guiglo en avril 2018, expliquant que la région du Cavally avait retrouvé sa stabilité (voir carte en annexe 2). Le CICR garde uniquement un bureau à vocation régionale à Abidjan, lequel concentre ses activités sur la région du Sahel.⁶⁶ En juillet 2017, DRC avait également clôt ses activités dans l'ouest de la Côte d'Ivoire où il avait été actif près de onze ans dans le domaine de la protection ainsi que dans celui du soutien aux rapatriés ivoiriens de retour du Libéria.⁶⁷

Si les attaques transfrontalières en provenance du Libéria avaient presque cessé après les élections présidentielles de 2015 (voir Focus de décembre 2015 / Kompass-No. 1004047), on signale plusieurs attaques sur des forces de sécurité dans l'ouest début 2018, notamment proche de la frontière libérienne. Il semble qu'au cours de ces attaques faisant plusieurs victimes, des armes aient été dérobées.⁶⁸

Suite au lynchage d'un gendarme par la population à Bloléquin, le gouvernement a annoncé plusieurs mesures, notamment le « maintien du dispositif renforcé de sécurité dans la zone », une opération de ratissage afin de récupérer des armes illégalement détenues et l'ouverture

⁶⁰ RFI, Paris. Terrorisme: 15 mesures préconisées pour renforcer la coopération de l'UEOMA, 28.05.2016. www.rfi.fr/afrique/20160528-terrorisme-ueoma-15-mesures-renforcer-cooperation-securite-renseignement (27.09.2018);

⁶¹ AFP. Paris. Coopération policière régionale en Afrique de l'ouest contre la criminalité transnationale, 25.06.2018. <https://afrique.lalibre.be/20798/cooperation-policiere-regionale-en-afrique-de-louest-contre-la-criminalite-transnationale/> (27.09.2018).

⁶² Ambassade de France, Abidjan. Création d'une Académie internationale de lutte contre le terrorisme, 11.06.2018. <https://ci.ambafrance.org/Le-Ministre-d-Etat-Ministre-de-la> (21.09.2018).

⁶³ Afrique sur 7, Rennes. Côte d'Ivoire : Terrorisme, l'armée se prépare à toutes éventualités, 06.02.2018. <https://www.afrique-sur7.fr/384628-cote-divoire-terrorisme-larmee-se-prepare-a-toutes-evenualites> (21.09.2018).

⁶⁴ DFAE, Berne. Conseils aux voyageurs – Côte d'Ivoire, 31.08.2018. <https://eda.admin.ch/eda/fr/dfae/representations-et-conseils-aux-voyageurs/cote-ivoire/conseils-voyageurs-cote-ivoire.html> (21.09.2018) / Gouvernement du Canada, Ottawa. Côte d'Ivoire, 02.08.2018. <https://voyage.gc.ca/destinations/cote-d-ivoire>

(21.09.2018) / Koaci.com. Abidjan. Côte d'Ivoire: Rumeurs d'attaques terroristes, les forces armées ivoiriennes se préparent à toutes éventualités, 24.09.2017. <https://netafrique.net/cote-divoire-rumeurs-dattaques-terroristes-les-forces-armees-ivoiriennes-se-preparent-a-toutes-evenualites/> (30.09.2018).

⁶⁵ Assemblée nationale française, Paris. Rapport d'information sur la Côte d'Ivoire, février 2017, p.119-120. https://www.lopinion.fr/sites/nb.com/files/2017/02/rapport_cote_divoire.pdf (30.09.2017).

⁶⁶ Le Point sur, Abidjan. Côte d'Ivoire : le CICR ferme son bureau de la région du Cavally#Guiglo, 18.04.2017. <http://lepointsur.com/cote-divoire-le-cicr-ferme-son-bureau-de-la-region-du-cavally-guiglo/> (23.04.2018)

⁶⁷ DRC, Copenhagen. DRC exits from Côte d'Ivoire after 11 years, 31.07.2017. <https://drc.ngo/news/drc-exits-from-cote-d-ivoire-after-11-years-in-country> (03.05.2018).

⁶⁸ GRIP, Bruxelles. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'ouest, janvier à mars 2018, 09.04.2018. https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2018/na_2018-04-09_fr_q-delabbey.pdf (23.09.2018) / Fraternité Matin, Abidjan. Axe Bangolo-Kouibly: Un assaillant tué dans l'attaque d'un poste de contrôle des Faci, 06.04.2018. <https://www.fratmat.info/index.php/nos-unes/axe-bangolo-kouibly-un-assaillant-tue-dans-l-attaque-d-un-poste-de-contrôle-des-faci-au-carrefour-baou> (24.09.2018).

prochaine d'un commissariat de police à Bloléquin.⁶⁹ Aucune précision concernant le dispositif de sécurité mentionné n'ayant été donnée, il n'est pas clair s'il s'agit du dispositif renforcé mis en place après le saccage de la préfecture de Guiglo fin 2017. Ce dispositif portait le nombre de policiers, gendarmes et militaires affectés à la sécurisation de la zone à 1000.⁷⁰

3.1. Conflits fonciers

Les tensions liées aux problèmes fonciers ne sont pas nouvelles en Côte d'Ivoire. Si ces conflits ne concernent pas uniquement l'ouest du pays, cette région est tout particulièrement touchée.

3.1.1. Les causes des conflits fonciers

Dans les années 1960 et 1970, le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny décide de faire de la culture du cacao le moteur de l'économie ivoirienne. Il encourage les planteurs étrangers à venir s'installer dans le pays et les agriculteurs ivoiriens à se déplacer dans des zones d'où ils ne sont pas forcément originaires. Sa maxime : « la terre appartient à celui qui la met en valeur ». ⁷¹ On assiste à une migration massive vers les zones forestières du sud et de l'ouest du pays.⁷² Cette migration répond d'abord au besoin de main d'œuvre connue par les autochtones, puis leur permet d'obtenir des rentes foncières en cédant des terres aux migrants.⁷³ En effet, selon le système du « tutorat », les propriétaires fonciers (« tuteurs ») délèguent leurs droits fonciers aux migrants qui ont alors un devoir de reconnaissance permanent, lequel se traduit le plus souvent par le don d'une partie des produits de leur récolte à leur tuteur. Les termes exacts de ces cessions (durée, limites géographiques) ne sont pas toujours clairs.⁷⁴

Dans les années 1990, au vu de la pression démographique (la population ivoirienne quadruple entre 1960 et 1998) et des flux migratoires, les ressources foncières deviennent rares et les contrats de cession commencent à être remis en cause par des autochtones, ce qui provoque des tensions entre les communautés rurales. A cela vient s'ajouter la chute du prix du cacao, puis la guerre de succession après le décès du président Houphouët-Boigny en 1993.⁷⁵ C'est également à cette période que naît le concept de l'« ivoirité » qui instaure la distinction entre Ivoiriens de souche et non Ivoiriens.⁷⁶ A la campagne, ce contexte politique contribuera à creuser le fossé entre Ivoiriens et Burkinabés, mais également entre les com-

⁶⁹ Gouvernement de Côte d'Ivoire, Abidjan. Communiqué du Conseil des Ministres du 21.02.2018, <http://www.gouv.ci/conseil-ministre-details.php?recordID=327> (30.09.2018).

⁷⁰ Haby Niakaté, Guiglo. Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, une terre trop convoitée, 07.12.2017. https://www.le-monde.fr/afrique/article/2017/12/07/dans-l-ouest-de-la-cote-d-ivoire-une-terre-trop-convoitee_5226378_3212.html (25.06.2018).

⁷¹ Haby Niakaté, Guiglo. Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, une terre trop convoitée, 07.12.2017. https://www.le-monde.fr/afrique/article/2017/12/07/dans-l-ouest-de-la-cote-d-ivoire-une-terre-trop-convoitee_5226378_3212.html (25.06.2018).

⁷² Koffi Justin Kouassi, Côte d'Ivoire. Les Conflits fonciers ruraux en Côte d'Ivoire, mars 2017. http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1094_fr.html (26.06.2018).

⁷³ Kouakou Jérôme et al., Bouaké. Quand la question foncière sape les actions humanitaires de cohésion dans les régions du Guémon et du Cavally en Côte d'Ivoire, janvier 2016. <http://www.fondcrf.org/wp-content/uploads/2016/08/Quand-la-question-fonciere-sape-les-actions-humanitaires-de-cohesion-dans-les-regions-du-Guemon-et-du-Cavally-en-Cote-d-Ivoire.pdf> (18.09.2018), p.4.

⁷⁴ Alfred Babo & Yvan Droz. Conflits fonciers. De l'ethnie à la nation. Rapports interethniques et « ivoirité » dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire. In : Cahiers d'études africaines 2008/4, n° 192, p. 745. <https://journals.openedition.org/etudesafricaines/15489> (30.09.2018).

⁷⁵ Haby Niakaté, Guiglo. Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, une terre trop convoitée, 07.12.2017. https://www.le-monde.fr/afrique/article/2017/12/07/dans-l-ouest-de-la-cote-d-ivoire-une-terre-trop-convoitee_5226378_3212.html (25.06.2018) / RFI, Paris. Côte d'Ivoire : la bombe à retardement du foncier rural, 16.03.2018. <http://www.rfi.fr/hebdo/20180316-cote-ivoire-bombe-retardement-foncier-rural-crise> (26.06.2018) / Koffi Justin Kouassi, Côte d'Ivoire. Les Conflits fonciers ruraux en Côte d'Ivoire, mars 2017. http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1094_fr.html (26.06.2018) / Kouakou Jérôme et al., Bouaké. Quand la question foncière sape les actions humanitaires de cohésion dans les régions du Guémon et du Cavally en Côte d'Ivoire, janvier 2016. <http://www.fondcrf.org/wp-content/uploads/2016/08/Quand-la-question-fonciere-sape-les-actions-humanitaires-de-cohesion-dans-les-regions-du-Guemon-et-du-Cavally-en-Cote-d-Ivoire.pdf> (18.09.2018), p.4.

⁷⁶ Koffi Justin Kouassi, Côte d'Ivoire. Les Conflits fonciers ruraux en Côte d'Ivoire, mars 2017. http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1094_fr.html (26.06.2018).

munautés ivoiriennes locales et des ressortissant ivoiriens du nord du pays. Des conflits éclatent dans le pays.⁷⁷

En 1998, la loi du foncier rural, fortement influencée par l'idéologie de l'ivoirité,⁷⁸ est promulguée dans le but de remédier à ces conflits. Elle « reconnaît aux autochtones les droits coutumiers sur les terres du domaine foncier rural »⁷⁹. Ces droits coutumiers devaient être sécurisés au travers de l'enregistrement des titres de propriété dans un délai de dix ans. Ce délai a été prolongé jusqu'en 2023 vu la complexité de la situation et les blocages liés aux crises ivoiriennes.⁸⁰ Passé ce délai, la terre est immatriculée au nom de l'état et l'exploitant en devient le locataire.⁸¹ La majorité des propriétaires considèrent la procédure à suivre complexe et coûteuse et préfèrent ne pas immatriculer leurs terres.⁸² De plus, si certains méconnaissent les lois,⁸³ d'autres préfèrent les ignorer pour continuer à vendre au plus offrant.⁸⁴ On estime qu'à l'heure actuelle, moins de 4 % des terres rurales bénéficient de titres fonciers, tandis que 96 % sont régies par les droits coutumiers.⁸⁵

Par ailleurs, cette loi interdit l'accès à la propriété aux étrangers,⁸⁶ ce qui conduit dans certains cas à l'expropriation d'étrangers.⁸⁷ Dès son entrée en vigueur, près de 15 000 Burkinabès sont chassés des plantations à Tabou (sud-ouest).⁸⁸

-
- ⁷⁷ Kouakou Jérôme et al., Bouaké. Quand la question foncière sape les actions humanitaires de cohésion dans les régions du Guémon et du Cavally en Côte d'Ivoire, janvier 2016. <http://www.fondcrf.org/wp-content/uploads/2016/08/Quand-la-question-fonciere-sape-les-actions-humanitaires-de-cohesion-dans-les-regions-du-Guemon-et-du-Cavally-en-Cote-d-Ivoire.pdf> (18.09.2018), p.12.
- ⁷⁸ Alfred Babo & Yvan Droz. Conflits fonciers. De l'ethnie à la nation. Rapports interethniques et « ivoirité » dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire. In : Cahiers d'études africaines 2008/4, n° 192, p. 753. <https://journals.openedition.org/etudesafricaines/15489> (30.09.2018).
- ⁷⁹ Koffi Justin Kouassi, Côte d'Ivoire. Les Conflits fonciers ruraux en Côte d'Ivoire, mars 2017. http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1094_fr.html (26.06.2018).
- ⁸⁰ RFI, Paris. Côte d'Ivoire : la bombe à retardement du foncier rural, 16.03.2018. <http://www.rfi.fr/hebdo/20180316-cote-ivoire-bombe-retardement-foncier-rural-crise> (25.06.2018) / Haby Niakaté, Guiglo. Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, une terre trop convoitée, 07.12.2017. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/07/dans-l-ouest-de-la-cote-d-ivoire-une-terre-trop-convoitee_5226378_3212.html (25.06.2018).
- ⁸¹ Kouakou Jérôme et al., Bouaké. Quand la question foncière sape les actions humanitaires de cohésion dans les régions du Guémon et du Cavally en Côte d'Ivoire, janvier 2016. <http://www.fondcrf.org/wp-content/uploads/2016/08/Quand-la-question-fonciere-sape-les-actions-humanitaires-de-cohesion-dans-les-regions-du-Guemon-et-du-Cavally-en-Cote-d-Ivoire.pdf> (18.09.2018), p.12 / Jean-Pierre Chauveau. Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire : les enjeux silencieux d'un coup d'Etat. In : Politique africaine 2000/2 N° 78, p. 97. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2000-2-page-94.htm> (30.09.2018).
- ⁸² Entretien téléphonique avec avec Dr. Adou Djané, chercheur au Centre suisse de recherche scientifique en Côte d'Ivoire, spécialiste des questions liées à la gouvernance, réconciliation et gestion des conflits. 13.09.2018 / Kouakou Jérôme et al., Bouaké. Quand la question foncière sape les actions humanitaires de cohésion dans les régions du Guémon et du Cavally en Côte d'Ivoire, janvier 2016. <http://www.fondcrf.org/wp-content/uploads/2016/08/Quand-la-question-fonciere-sape-les-actions-humanitaires-de-cohesion-dans-les-regions-du-Guemon-et-du-Cavally-en-Cote-d-Ivoire.pdf> (18.09.2018), p.12.
- ⁸³ Ministère de l'agriculture et du développement rural, Abidjan. Déclaration de politique foncière rurale de la Côte d'Ivoire, janvier 2017, p.8. <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/IVC169735.pdf> (30.09.2018).
- ⁸⁴ RFI, Paris. Côte d'Ivoire : la bombe à retardement du foncier rural, 16.03.2018. <http://www.rfi.fr/hebdo/20180316-cote-ivoire-bombe-retardement-foncier-rural-crise> (25.06.2018) /
- ⁸⁵ RFI, Paris. Côte d'Ivoire : la bombe à retardement du foncier rural, 16.03.2018. <http://www.rfi.fr/hebdo/20180316-cote-ivoire-bombe-retardement-foncier-rural-crise> (25.06.2018) / Ministère de l'agriculture et du développement rural, Abidjan. Déclaration de politique foncière rurale de la Côte d'Ivoire, janvier 2017, p. 8. <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/IVC169735.pdf> (30.09.2018).
- ⁸⁶ Chauveau Jean-Pierre, et al. Côte d'Ivoire : la question foncière à l'épreuve de la paix. In : Léonard Eric et al. (ed.), Enjeux fonciers et dynamiques des rapports sociaux en milieu rural ouest-africain. Territoires d'Afrique (4), 2012, p. 53-59 / Haby Niakaté, Guiglo. Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, une terre trop convoitée, 07.12.2017. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/07/dans-l-ouest-de-la-cote-d-ivoire-une-terre-trop-convoitee_5226378_3212.html (25.06.2018) / Koffi Justin Kouassi, Côte d'Ivoire. Les Conflits fonciers ruraux en Côte d'Ivoire, mars 2017. http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1094_fr.html (26.06.2018).
- ⁸⁷ Alfred Babo & Yvan Droz. Conflits fonciers. De l'ethnie à la nation. Rapports interethniques et « ivoirité » dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire. In : Cahiers d'études africaines 2008/4, n° 192, p. 753. <https://journals.openedition.org/etudesafricaines/15489> (30.09.2018).
- ⁸⁸ Haby Niakaté, Guiglo. Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, une terre trop convoitée, 07.12.2017. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/07/dans-l-ouest-de-la-cote-d-ivoire-une-terre-trop-convoitee_5226378_3212.html (25.06.2018).

L'orpaillage clandestin, pratiqué par des migrants (allogènes ou allochtones, dont ex-combatants)⁸⁹, paraît répandu sur l'ensemble du territoire ivoirien et peut également donner lieu à des conflits fonciers ou des conflits intercommunautaires. En effet, cette activité rend les terres avoisinantes inaptes à l'agriculture. Cependant, certains chefs de village reçoivent des sommes importantes des orpailleurs et les laissent donc poursuivre leurs activités, malgré l'opposition d'une partie de la communauté.⁹⁰

3.1.2. Situation spécifique à l'ouest

L'ouest du pays, notamment la région du Guémon et du Cavally, est tout particulièrement touché par les conflits fonciers.⁹¹

En effet, en plus de la migration agraire exposée plus haut, cette région a été le théâtre de plusieurs vagues de déplacements de population au cours des dernières décennies : l'arrivée de réfugiés libériens pendant la guerre civile libérienne (1989-2003), puis l'arrivée de mercenaires libériens et le départ de réfugiés/déplacés internes ivoiriens au Libéria voisin pendant les crises ivoiriennes (2002 - 2011), et plus récemment les retours de réfugiés ivoiriens du Libéria.⁹² De nombreux déplacés ont trouvé leurs terres occupées à leur retour. Des milliers de plaintes auraient été déposées pour dépossession de terres.⁹³ Les conflits liés aux terres n'opposent pas uniquement Ivoiriens et étrangers, mais également Ivoiriens d'ethnies autochtones et « allochtones ».⁹⁴

Au cours des crises ivoiriennes de 2002-2003 et 201-2011, des migrants se sont installés dans des forêts classées (protégées)⁹⁵, avant tout pour y planter du cacao.⁹⁶ Sur les près de quatre millions d'hectares de forêt classée du pays, près de la moitié ont été transformés illégalement en terrains agricoles. On estime qu'entre 30 % et 40 % de la production de cacao ivoirienne

⁸⁹ Allogènes : personnes qui n'ont pas la nationalité ivoirienne. Allochtones : Ivoiriens qui ne sont pas autochtones dans leur lieu de résidence.

⁹⁰ Entretien téléphonique avec avec Dr. Adou Djané, chercheur au Centre suisse de recherche scientifique en Côte d'Ivoire, spécialiste des questions liées à la gouvernance, réconciliation et gestion des conflits. 13.09.2018.

⁹¹ Kouakou Jérôme et al., Bouaké. Quand la question foncière sape les actions humanitaires de cohésion dans les régions du Guémon et du Cavally en Côte d'Ivoire, janvier 2016. <http://www.fondcrf.org/wp-content/uploads/2016/08/Quand-la-question-fonciere-sape-les-actions-humanitaires-de-cohesion-dans-les-regions-du-Guemon-et-du-Cavally-en-Cote-d-Ivoire.pdf> (18.09.2018).

⁹² Haby Niakaté, Guiglo. Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, une terre trop convoitée, 07.12.2017. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/07/dans-l-ouest-de-la-cote-d-ivoire-une-terre-trop-convoitee_5226378_3212.html (25.06.2018).

⁹³ RFI, Paris. Côte d'Ivoire : la bombe à retardement du foncier rural, 16.03.2018. <http://www.rfi.fr/hebdo/20180316-cote-ivoire-bombe-retardement-foncier-rural-crise> (25.06.2018) / France 24, Paris. Difficile retour au pays pour les Ivoiriens réfugiés au Libéria. <https://www.france24.com/fr/20130219-difficile-retour-pays-ivoiriens-refugies-liberia> (30.09.2018) / Claire Rainfroy, Abidjan. Près de 20 000 réfugiés ivoiriens devraient regagner la Côte d'Ivoire en 2017, 20.06.2017. <https://www.jeuneafrique.com/449667/societe/cote-divoire-plus-de-59-000-refugies-ivoiriens-region-20-000-retours-attendus-2017/> (30.09.2018).

⁹⁴ Haby Niakaté, Guiglo. Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, une terre trop convoitée, 07.12.2017. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/07/dans-l-ouest-de-la-cote-d-ivoire-une-terre-trop-convoitee_5226378_3212.html (25.06.2018) / Linfodrome, Abidjan. Conflits inter-communautaires: Des morts et plusieurs blessés à l'ouest, 08.12.2018. <http://www.linfodrome.com/societe-culture/35310-conflits-inter-communautaires-des-morts-et-plusieurs-blesses-a-l-ouest> (25.06.2018) / Entretien téléphonique avec avec Dr. Adou Djané, chercheur au Centre suisse de recherche scientifique en Côte d'Ivoire, spécialiste des questions liées à la gouvernance, réconciliation et gestion des conflits. 13.09.2018.

⁹⁵ Définition selon le Code forestier : Forêt classée : l'espace forestier défini et délimité comme tel, conformément à un texte législatif ou réglementaire, de façon à lui donner la protection légale nécessaire. Voir : République de Côte d'Ivoire, Abidjan. Le nouveau Code forestier ivoirien, 14.07.2014, p.4. http://ci.chm-cbd.net/implementation/loi-code-decrets-et-textes-sur-lenvironnement/le-nouveau-code-forestier-ivoirien/download/fr-BE/1/Nouveau_Code_forestier_ivoirien.pdf?action=view (30.09.2018).

⁹⁶ Yao Sadaïou, Sabas Barrima et al. Cocoa crops are destroying the forest reserves of the classified forest of Haut-Sassandra (Ivory Coast) In: Global Ecology and Conservation (vol. 8), October 2016. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2351989416300774> (25.06.2018) / Human Rights Watch, New York. Côte d'Ivoire : Expulsions arbitraires d'habitants de forêts classées, 13.06.2016. <https://www.hrw.org/fr/news/2016/06/13/cote-divoire-expulsions-arbitraires-dhabitants-de-forets-classees> (25.06.2018).

provient des forêts classées (p.ex. Parc national du Mont Péko).⁹⁷

Des groupes armés ont également profité du vide sécuritaire pour prendre le contrôle de zones protégées et s'enrichir illicitement, par exemple en vendant des parcelles. Malgré la décision des autorités de déloger les habitants des forêts et parcs protégés,⁹⁸ la majorité des ex-combattants qui avaient infiltré les forêts classées pendant la crise ivoirienne de 2010-2011 y sont encore. Ils considèrent que ces terres sont leur butin de guerre, leur salaire pour les services rendus.⁹⁹

Selon un sociologue ivoirien interrogé sur la question des conflits fonciers dans l'ouest du pays, il n'existe pas de « braquage ethnique ». Les conflits ne sont donc pas le fait d'inimitiés fixes entre certaines communautés, mais éclatent le plus souvent suite à un fait divers déclencheur, telle une bagarre entre membres de deux communautés. Vu le contexte tendu, ces querelles peuvent déboucher sur la question foncière et générer un conflit intercommunautaire, lequel peut entraîner des déplacements forcés.¹⁰⁰

3.1.3. Mesures en vue d'endiguer les conflits fonciers

L'Etat estime que les litiges fonciers récurrents dans le domaine rural nuisent à la cohésion et à la paix sociales. Il reconnaît également la complexité des litiges, qui mêlent parfois plusieurs problématiques (litiges intercommunautaires, litiges intergénérationnels, déplacements forcés, droit national/droit coutumier).¹⁰¹

Il a donc pris des mesures en vue de réduire les litiges et conflits fonciers, dont notamment la promotion de la délimitation et du marquage des territoires villageois. A cette fin, des comités villageois de gestion foncière sont mis en place sous l'autorité des sous-préfets.¹⁰² Par ailleurs, l'Agence foncière rurale (AFOR) a été mise en place en 2017.¹⁰³ Elle est responsable, entre autres, de l'identification des terres de particuliers.¹⁰⁴

Pour les années 2017 à 2027, les autorités se sont également dotées d'une politique foncière, qui prévoit notamment de revoir le cadre législatif (dispositions contradictoires), de simplifier la procédure de sécurisation foncière rurale et d'en réduire le coût, ainsi que des incitations à la sécurisation foncière rurale.¹⁰⁵

Le sociologue interrogé estime que de manière générale, l'équilibre est revenu : les chefferies – qui constituent les autorités locales traditionnelles – sont autochtones (même si les autochtones sont minoritaires dans la zone et ne sont pas les plus forts au niveau financier), les

⁹⁷ Human Rights Watch, New York. Côte d'Ivoire : Expulsions arbitraires d'habitants de forêts classées, 13.06.2016. <https://www.hrw.org/fr/news/2016/06/13/cote-divoire-expulsions-arbitraires-dhabitants-de-forets-classees> (25.06.2018).

⁹⁸ Human Rights Watch, New York. Côte d'Ivoire : Expulsions arbitraires d'habitants de forêts classées, 13.06.2016. <https://www.hrw.org/fr/news/2016/06/13/cote-divoire-expulsions-arbitraires-dhabitants-de-forets-classees> (25.06.2018).

⁹⁹ Entretien téléphonique avec Dr. Adou Djané, chercheur au Centre suisse de recherche scientifique en Côte d'Ivoire, spécialiste des questions liées à la gouvernance, réconciliation et gestion des conflits. 13.09.2018

¹⁰⁰ Entretien téléphonique avec un avec Dr. Adou Djané, chercheur au Centre suisse de recherche scientifique en Côte d'Ivoire, spécialiste des questions liées à la gouvernance, réconciliation et gestion des conflits. 13.09.2018.

¹⁰¹ Ministère de l'agriculture et du développement rural, Abidjan. Déclaration de politique foncière rurale de la Côte d'Ivoire, janvier 2017, p.9. <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/IVC169735.pdf> (30.09.2018).

¹⁰² Entretien téléphonique avec Dr. Adou Djané, chercheur au Centre suisse de recherche scientifique en Côte d'Ivoire, spécialiste des questions liées à la gouvernance, réconciliation et gestion des conflits. 13.09.2018.

¹⁰³ Agence Ecofin, Genève. Côte d'Ivoire : l'Agence foncière rurale désormais opérationnelle, 13.09.2017. <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/1309-50187-cote-d-ivoire-l-agence-fonciere-rurale-desormais-operationnelle> (30.09.2017).

¹⁰⁴ Entretien téléphonique avec avec Dr. Adou Djané, chercheur au Centre suisse de recherche scientifique en Côte d'Ivoire, spécialiste des questions liées à la gouvernance, réconciliation et gestion des conflits. 13.09.2018.

¹⁰⁵ Ministère de l'agriculture et du développement rural, Abidjan. Déclaration de politique foncière rurale de la Côte d'Ivoire, janvier 2017, p.9. <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/IVC169735.pdf> (30.09.2018).

autochtones permettent l'usage de la terre aux migrants allochtones / allogènes. En contrepartie, les migrants donnent une partie de leur récolte aux propriétaires. Il s'agit d'une forme d'arrangement en vue de limiter les conflits.¹⁰⁶

4. Conclusion et perspectives

Si la situation sécuritaire s'est nettement améliorée depuis la présidentielle de 2015, des sources de préoccupation subsistent. Les problèmes liés à la composition de l'armée ont été reconnus par le gouvernement ivoirien, qui tente d'en réduire les effectifs et de pousser les mécontents au départ de manière volontaire, prime à la clé. Il espère ainsi pouvoir à moyen terme recruter de nouveaux éléments plus professionnels et disciplinés. Il reste à espérer qu'il ne s'agira pas d'éléments fortement politisés ou issus de cercles favorables au pouvoir en place, mais d'effectifs capables de former une armée nationale qui demeurerait républicaine et unie en cas de changement à la tête de l'Etat.

L'Etat reste actuellement prudent face aux anciens Comzones et aux éléments leur demeurant fidèles (dont certains s'adonnent à des commerces illégaux dans les forêts protégées dans une, semble-t-il, relative impunité). Dans ce contexte, la réforme peut apporter certaines améliorations, mais ne peut aboutir sans changement de paradigme.

En outre, il est impérieux que des progrès réels en matière de lutte contre la prolifération des armes et de désarmement des ex-combattants soient réalisés afin de réduire l'insécurité et la criminalité dans le pays.

Dans l'ouest, les relations entre autochtones, allochtones et étrangers demeurent complexes. Les autorités semblent avoir appréhendé l'ampleur du problème et ont mis sur pied des mesures, dont les effets ne semblent pas encore avoir déployé d'effets importants. Un programme de délivrance systématique et gratuite de titres de propriété officiels pourrait éventuellement apporter quelques avancées.

La présidentielle de 2020 constitue la prochaine grande échéance, non seulement au niveau politique, mais également sécuritaire. Alassane Ouattara ne pouvant normalement plus se représenter, le pouvoir devrait changer de main. La fébrilité de la classe politique est d'ailleurs déjà palpable, tout particulièrement depuis la récente amnistie présidentielle de 800 personnes condamnées ou poursuivies pour des crimes en lien avec la crise postélectorale et la rupture de l'alliance politique dont faisait partie le parti présidentiel et qui visait la création d'un parti unifié. Le Front populaire ivoirien (FPI) de l'ancien président Gbagbo pourrait ainsi revenir dans la course. Dans la perspective de la campagne électorale, il est probable que certains candidats jouent à nouveau sur des fractures identitaires afin de gagner un large électorat ou pour discréditer leurs adversaires. Dans ce cadre, des conflits intercommunautaires pourraient éclater.

Certains ex-combattants craignant de perdre leurs privilèges actuels (Comzones, ex-combattants intégrés dans l'armée) pourraient également tenter de s'opposer à un changement à la tête du pays.

SECRÉTARIAT D'ETAT AUX MIGRATIONS SEM

Domaine de direction Asile

¹⁰⁶ Entretien téléphonique avec avec Dr. Adou Djané, chercheur au Centre suisse de recherche scientifique en Côte d'Ivoire, spécialiste des questions liées à la gouvernance, réconciliation et gestion des conflits. 13.09.2018.

Annexe 2 : Carte des forêts classées de l'ouest de la Côte d'Ivoire



Carte tirée de : Human Rights Watch, New York. Côte d'Ivoire : Expulsions arbitraires d'habitants de forêts classées, 13.06.2016. <https://www.hrw.org/fr/news/2016/06/13/cote-divoire-expulsions-arbitraires-dhabitants-de-forets-classees> (30.09.2018). License creative commons.